

Le Burundi attend la victoire annoncée du président sortant

La Croix, 22/7/15 Après deux élections remportées en 2005 et 2010, Pierre Nkurunziza brigue un nouveau mandat. Il devrait sans difficulté remporter l'élection présidentielle après le boycott de l'opposition, alors que le Burundi approuve la violence, le boycott et un taux de participation en question. C'est dans ce climat que le dépouillement des bulletins s'est poursuivi au Burundi, ce mercredi 22 juillet, au lendemain d'une élection présidentielle controversée sans grand suspense.

Aucun chiffre officiel n'a pour l'instant été communiqué et les résultats ne seront pas disponibles avant jeudi 23. Mais l'issue du scrutin ne fait guère de doute : le pays s'achemine vers un troisième mandat du président sortant Nkurunziza, dont la volonté de rester au pouvoir a plongé le pays dans une grave crise politique. «**NOUVELLE BASE POLITIQUE ET SOCIALE**» Fin avril 2015, l'annonce du chef de l'état de se représenter après avoir été battu en 2010 a été jugée anticonstitutionnelle par l'opposition, l'Église catholique et la société civile. Selon les critiques, le président Nkurunziza viole la Constitution et l'Accord d'Arusha, dont la signature a permis la fin de la guerre civile qui a fait 300 000 morts entre 1993 et 2006. «**Le président Nkurunziza remet fondamentalement en cause cet accord qui avait mis fin à un certain nombre de clivages et des décennies de guerres civiles entre Hutu et Tutsi**», explique Samuel Nguembock, chercheur associé à l'Iris. On va désormais repartir sur une nouvelle base politique et sociale entre ceux qui sont acquis à la cause de Nkurunziza et ceux qui sont entrés dans l'opposition. Une contestation populaire a éclaté au bout de six semaines d'une brutale répression policière avec un bilan d'au moins 80 morts. Les 13 et 14 mai 2015, un coup d'état mené par un général de l'armée, pendant le déplacement du président Nkurunziza en République démocratique du Congo. La crise a poussé plus de 160 000 Burundais à se réfugier dans les pays voisins. **FIANCES ET INQUIÉTUDES** La nuit précédant le vote de mercredi, plusieurs grenades ont explosé et de nombreux tirailleurs ont longuement retenti dans la capitale Bujumbura. Deux personnes dont un policier ont été tuées. L'ONU, l'Union africaine et les partenaires occidentaux du Burundi estiment que les élections générales ne sont pas crédibles en raison de l'atmosphère d'intimidation et de peur généralisée au Burundi. Dans de nombreux bureaux de vote, les gens effaçaient leur empreinte de leur doigt, à la sortie de l'isoloir, par peur des représailles de la part des partisans du boycott ou d'autres électeurs confiaient avoir subi des pressions de partisans du pouvoir pour aller voter. Les journalistes à travers le pays ont constaté une participation plus que moyenne et même extrêmement faible dans la capitale Bujumbura mais le conseiller en communication du président Nkurunziza, lui, a estimé qu'elle devrait «**tourner autour de 80 %**» et s'agit d'un résultat de la conduite d'élections libres, apaisées et transparentes. Jean Minarraf, chef de l'opposition, a accusé les autorités de manipulation. «**Tout le monde a vu ce qui s'est passé (à) tout vu que les centres de vote étaient vides du matin jusqu'au soir**», a-t-il déclaré. Les partisans du président Nkurunziza étaient seuls dans ces centres de vote, ils pouvaient manipuler comme ils voulaient, et ils l'ont fait», poursuit-il. **ELECTION SANS COMPROMISSION** Imperturbable, Pierre Nkurunziza, 50 ans, a accompli son devoir électoral en affichant sa détermination. Il s'est rendu à vélo, et a fait un jogging bleu orné de l'écusson de son pays au bureau de vote de son village natal de Buye (nord). Outre trois candidats issus de petites formations représentées alliées au pouvoir, Pierre Nkurunziza affrontait surtout son principal opposant Agathon Rwasa, qui a contesté le résultat du scrutin. Trois autres candidats de l'opposition figuraient sur les bulletins bien qu'ils se soient retirés de la course en déclarant «**une mascarade**». «**UNE CATASTROPHE SOCIALE ET HUMANAIRE**» Pierre Nkurunziza va retrouver un Burundi divisé, isolé sur la scène internationale et privé d'une aide extérieure cruciale. Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres et la suspension des aides financières de l'Europe et des États-Unis va mener le pays vers une catastrophe sociale et humanitaire, estime Samuel Nguembock. «**Plus de la moitié du budget du Burundi dépend de cette aide**», indique Christine Deslaurier, chargée de recherche à l'IRD. Les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à cette aide financière. Les sanctions vont toucher une population déjà parmi les plus pauvres alors que l'état n'a pas réussi à relever la tête depuis dix ans. Le pays pourrait également être confronté à de nouveaux affrontements. «**Toutes les tentatives de dialogue se sont soldées par des échecs** et il y a clairement des velléités de l'opposition de prendre les armes», explique Christine Deslaurier selon qui plusieurs signaux vont dans ce sens. «**La grande question est : à quel moment ?**» dit-elle. Kozi Pastakia